le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 23 octobre 2017 N° 438 PRIX : 0,60 Euro

Sénégal

Les hôpitaux publics malades de l'incurie de l'État

- **Sommaire au verso**

sommaire

Éditorial

Sénégal:
Les hôpitaux publics malades de l'incurie de l'État

Pages 4-7
Côte d'Ivoire:
-Après les massacres de 2000, 2005 et 2010, ne nous laissons pas tromper en 2020

-Cartes de séjour: Retour aux rackets et aux exactions policières ? (p.6)

Page 8
Tchad: Deby n'est pas en odeur de sainteté avec Donald Trump

Page 9
Madagascar : La peste continue à faire des ravages

Page 10
30 ans après l'assassinat de Thomas Sankara

Page 11
Il y a 100 ans, les travailleurs prenaient le pouvoir en Russie

Abonnement
France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter

Adresse
Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:
www.uatci.org

Editorial _____ p.2

Sénégal

LES HÔPITAUX PUBLICS MALADES DE L'INCURIE DE L'ÉTAT

Les conditions dans lesquelles Aïcha, une jeune fille âgée de 12 ans, est morte le 12 Octobre à l'hôpital de Pikine (banlieue populaire proche de Dakar), ont fortement ému et révolté bon nombre de personnes, dont des mères de famille et pas seulement à Pikine.

Il y a en effet de quoi être révolté quand on apprend que cette fillette est morte après avoir atrocement souffert pour la simple raison que ses parents n'ont pas pu débourser sur le champ la somme de 200 000 francs CFA exigée par l'hôpital avant de commencer toute intervention. Or il s'agissait d'un cas d'extrême urgence car Aïcha a été victime d'un accident domestique grave suivi d'une hémorragie interne. Sa maman a supplié les médecins pour qu'ils fassent quelque chose en attendant qu'elle parvienne à rassembler la somme nécessaire. Ce n'est que très tardivement que les soins ont commencé alors que la jeune fille avait des douleurs intenses, mais c'était trop tard.

La presse locale a relayé cette triste nouvelle dans les pages de faits divers et donné à la mère endeuillée la possibilité d'exprimer sa colère contre « *la négligence de l'hôpital de Pikine*» dont aurait été victime sa fille. Certains journaux n'ont pas hésité à mettre la faute sur le personnel hospitalier, d'autres parlent de « *non assistance à personne en danger* ». Des familles indignées par ce scandale ont participé à une marche de protestation dans un quartier de Pikine. Voici ce qu'a déclaré l'une d'elles à la presse : « *Nous sommes toutes victimes de cette structure hospitalière. Ils* (les responsables) *te disent si tu n'as pas d'argent, tu n'es pas soigné. Compte tenu de cette situation, nous mères de familles avons décidé de faire une marche pour la fermeture de cette structure* ».

Le gouvernement, par la bouche du ministre de la Santé, a déjà commencé à s'en laver les mains en cherchant des boucs émissaires parmi le personnel hospitalier qui aurait fait preuve de « négligence ». Cela lui permet de masquer sa propre responsabilité dans le délabrement et la vétusté des hôpitaux publics qui sont devenus de vrais mouroirs pour pauvres.

Toute cette campagne de dénigrement du personnel hospitalier de Pikine a fini par provoquer une réaction des employés injustement indexés. Ils ont organisé un

rassemblement devant leur hôpital et expliqué à la presse qu'ils ne sont pas responsables du décès de la fillette et qu'ils ont décidé de porter plainte contre X pour diffamation. Ils ont raison de refuser d'être désignés comme des boucs émissaires car ils ne sont pas responsables du mauvais fonctionnement des hôpitaux publics mais au contraire des victimes de la politique désastreuse des pouvoirs qui se succèdent à la tête du pays. Leurs conditions de travail se dégradent au fil des ans. Ils ont fait plusieurs grèves pour exprimer leur mécontentement mais aucun gouvernement n'a apporté ne serait-ce qu'un début de solution.

Alors, les assassins ce sont ceux qui sont au pouvoir et qui ferment les yeux sur la dégradation des hôpitaux publics, ce sont ceux qui se relayent au pouvoir et se remplissent les poches au détriment de la population pauvre qui n'a pas les moyens de s'offrir des soins dans les hôpitaux privés.

Aïcha est morte à cause de la pauvreté ; ses parents n'avaient pas les moyens de l'envoyer en urgence dans un hôpital privé réservé à la minorité privilégiée. Ils font partie des laissés-pour-compte de cette société malade du capitalisme.

Sénégal

DES PARENTS DE VICTIMES ATTENDENT TOUJOURS QUE JUSTICE LEUR SOIT RENDUE 15 ANS APRÈS LE NAUFRAGE DU JOOLA

Le 26 Septembre 2002, le Joola assurant la navette entre Dakar et Ziguinchor, chavirait au large des côtes sénégalaises avec plus de 2000 passagers à bord. Le gouvernement sénégalais a reconnu officiellement 1864 morts mais selon les associations des parents de victimes, il y a eu plus de 2000 noyés. Le bateau était en effet surchargé alors que sa capacité ne devait pas dépasser 550 passagers. De plus, le Joola était un bateau à fond plat, inapproprié pour naviguer en mer. Le gouvernement sénégalais, propriétaire du bateau, était au courant des risques encourus mais c'est en connaissance de cause qu'il avait confié la gestion commerciale à l'armée sénégalaise.

Des hauts gradés de l'armée chapeautaient donc la gestion du trafic de passagers et de marchandises à bord du Joola. La surcharge était devenue une pratique courante puisque cela permettait à l'État et aux galonnés qui en assuraient la gestion de se remplir les poches en négligeant la sécurité des passagers.

Les plus de 2000 morts n'ont pas été victimes d'une tempête ni d'un accident de la mer mais de l'irresponsabilité de l'État sénégalais et de la voracité des hauts responsables du trafic du Joola.

Quinze ans après le naufrage, de nombreux parents attendent toujours que l'État sénégalais reconnaisse leurs morts et rétablisse leurs droits de percevoir des indemnités. Mais la seule chose qui intéresse l'État sénégalais c'est d'enterrer une fois pour toutes ce scandale tragique dans lequel sa responsabilité est entière.

DES HABITANTS DE DAKAR DÉLOGÉS MANIFESTENT LEUR COLÈRE

Le gouvernement sénégalais a décidé de chasser plusieurs dizaines de milliers d'habitants installés le long du tracé du futur Train Express Régional (TER) qui reliera en 2019 le centre-ville de Dakar à Diamniadio (36 km). Mais les habitants dont les maisons se trouvent sur le tracé ne sont pas contents de la manière choisie par les auto-

rités de les déloger sans véritablement tenir compte de leurs besoins. Ils ont manifesté dans les rues pour exprimer leur colère.

C'est une bonne chose pour les habitants de Dakar qu'une ligne ferroviaire soit créée pour désengorger la circulation infernale de la capitale. Les usagers des transports en commun qui subissent quotidiennement les bouchons pour aller au travail et rentrer chez eux, souffriront peut être un peu moins avec l'arrivée du TER mais il n'y a pas de raison que les habitants des quartiers populaires soient délogés ainsi.

Mali

QUAND IBK SE LANCE DES FLEURS . . .

Après trois années d'absence totale de représentant de l'administration malienne à Kidal, le gouvernement malien a célébré en grande pompe l'arrivée de son gouverneur dans cette ville sous contrôle de la rébellion touareg.

IBK a présenté cet événement comme sa victoire mais il a oublié de dire que sans la protection de l'armée française de l'opération Barkhane, son gouverneur n'aurait pas pu mettre le pied dans Kidal. L'armée malienne est en effet incapable de faire face aux mouvements armés de la rébellion touareg dans le Nord du pays.

Les villes et les localités du Centre sont aussi devenues des lieux où les habitants vivent sous la menace permanente des groupes armés islamistes qui veulent imposer par la violence leurs lois moyenâgeuses. Ils sèment la terreur et n'hésitent pas à incendier les écoles publiques et menacer de mort les enseignants s'ils s'obstinent à enseigner des matières autres que le Coran.

Côte d'Ivoire

APRÈS LES MASSACRES DE 2000, 2005 ET 2010 NE NOUS LAISSONS PAS TROMPER POUR 2020 !

À l'approche des élections présidentielles de 2020, le petit monde des dirigeants politiques commence déjà à s'exciter, à se bousculer et à aiguiser ses lames pour se mettre en meilleure position par rapport à un éventuel rival. C'est ainsi que la petite guéguerre qui oppose Soro Guillaume à Ouattara s'est déjà traduite par la mise à l'écart des proches de Soro qui occupaient des places au sein du gouvernement puis récemment par l'arrestation de l'un des hommes de confiance de Soro après la découverte d'un arsenal de guerre dans sa villa à Bouaké.

Pour l'instant, ni Ouattara, ni Soro n'ont dit qu'ils sont candidats, pas plus que Bédié et les autres prétendants potentiels que sont les Gon Coulibaly, Hamed Bakayoko, Affi N'Guessan, Kablan Duncan, pour ne citer que ceux-là. Comme dans le passé, des alliances peuvent se nouer et se dénouer entre eux puisque rien de fondamental ne les distingue. Ils ont en commun d'être au service des intérêts des riches, à commencer par ceux des capitalistes américains et français dont ils ne demandent qu'à être les valets. La principale chose qui les sépare c'est leur ambition personnelle d'être au sommet de l'Etat, c'est-à-dire au sommet de la mangeoire.

Pour y parvenir, ces gens-là sont prêts à tout, y compris à s'appuyer sur les sentiments d'appartenance ethnique quitte à attiser les conflits à caractères ethniques là où

ils existent, ou à en provoquer là où les populations vivent et cohabitent en toute tranquillité.

C'est ce qu'ils ont fait dès la fin du règne de Houphouët en 1993, puis en 2000, 2005 et 2010 à chaque période électorale. Ils ont semé la haine ethnique et xénophobe dont « l'ivoirité » est un exemple. Les conséquences dramatiques, ce sont toujours les populations pauvres qui les paient.

L'ethnisme et la xénophobie, c'est pour duper les pauvres ! Ouattara est au pouvoir depuis 2011 mais ce n'est pas pour autant que les ouvriers et les manœuvres de l'ethnie Dioula se tuent moins que leurs frères d'autres ethnies sous le soleil d'Abidjan à construire des bâtiments dans la précarité la plus totale. On peut en dire autant des travailleurs Baoulé du temps du pouvoir de Bédié ou des travailleurs Bété sous Gbagbo.

Quelle que soit l'ethnie du clan au pouvoir, la vie des travailleurs n'a jamais changé, cela a été toujours une vie d'exploitation et de misère. Seules, les luttes qu'ils engagent avec leurs camarades de chantier les protègent des escroqueries des entreprises qui les emploient.

Sans une organisation conséquente, sans une union de tous les travailleurs, sans une lutte collective, les travailleurs sont des proies entre les mains des capitalistes qui les exploitent. Seule leur capacité de lutte et le rapport des forces qu'ils peuvent imposer peuvent mettre un frein à l'exploitation qu'ils subissent !

Voilà pourquoi, tous ces hommes politiques qui cherchent à diviser les populations entre ethnie, nationalité et autres, et qui sèment le poison de la xénophobie et de l'ethnisme sont leurs pires ennemis !

Côte d'Ivoire

CONFLIT FONCIER À L'OUEST : ENCORE DES AFFRONTEMENTS

Depuis début septembre 2017, un nouveau conflit foncier a éclaté dans la région forestière de l'Ouest. Des jeunes Wê ont envahi la forêt classée de Goin-Débé pour chasser les « clandestins » en majorité des Baoulé qui y avaient installé leurs plantations. Ceux-ci, refugiés dans un premier temps en ville, vont revenir accompagnés par des Dozos pour déloger ceux qui les ont chassés. Cela va déclencher des affrontements dans d'autres campements et villages. Le bilan est aujourd'hui de deux morts, plusieurs dizaines de blessés et plus de 3 000 déplacés.

Ce conflit est le dernier d'une longue liste. En effet, dans cette région les affrontements entre populations autochtones et allogènes (nom donné aux populations venues d'autres régions de la Côte d'Ivoire ou de pays voisins) ne datent pas d'aujourd'hui. Ils se sont exacerbés avec la rébellion armée de 2002. D'innombrables exactions et massacres ont été commis, par exemple, à Guitrozon et à Petit Duékoué.

Du fait que l'Ouest de la Côte d'Ivoire est très riche en terres fertiles, elle est devenue au fil du temps une région de prédilection pour les cultures d'importation comme le cacao, le café, etc. Elle a donc toujours attiré des agriculteurs venus d'autres régions dont les terres et le climat ne sont pas forcément adaptés à ces types de cultures.

Pour mettre en valeur les forêts, Houphouët avait en son temps décrété que « la terre appartient à celui qui la met en valeur»; cela avait attiré de nombreux agriculteurs vers cette région forestière. Puis avec l'évolution démographique et la raréfaction des terres cultivables, les autochtones ont commencé à contester la propriété de ces

terres. Elles sont alors arrachées à certains et revendues à d'autres. Chaque nouveau conflit ou affrontement porte les germes du prochain puisque les vrais problèmes ne sont pas réglés.

Mais ce sont ensuite les politiciens démagogues qui vont surfer sur les idées ethnistes et sur les problèmes fonciers pour grappiller des voix. Ils n'ont fait qu'envenimer la situation, exacerber les conflits voire en créer là où ils n'étaient que latents. C'est dans cette région Ouest que la crise postélectorale a fait le plus de victimes. Entre 2002 et 2010, des régions entières étaient sans présence étatique, même les forêts classées ont fini par être défrichées et occupées.

Avec la période électorale qui s'approche, notamment les législatives et la présidentielle en 2020, la démagogie des uns et des autres peut de nouveau attiser la braise et déboucher sur une nouvelle tragédie si la population n'y prend garde.

Côte d'Ivoire

CARTES DE SÉJOUR : RETOUR AUX RACKETS ET AUX EXACTIONS POLICIÈRES ?

Les non ivoiriens, natifs des pays hors CEDEAO seront de nouveau soumis à des titres de séjour. Cette carte fournie par l'ONI (Office national de l'identification) coûtera 300.000 F par personne. Près d'un million et demi de personnes sont concernées.

D'après un communiqué du gouvernement, tous ont jusqu'en décembre pour être en possession de la carte de séjour. C'est dire qu'à partir de cette date, les policiers et autres corps habillés auront libre cour pour se livrer à des contrôles d'identité à tout-va sur les populations.

Les petites gens, qui ont fui la guerre ou une situation difficile et qui ont trouvé refuge en Côte d'Ivoire, seront les premières victimes. Payer 300.000 F pour des personnes qui ont de faibles revenus ou qui survivent grâce à des petits boulots est quasi impossible, d'autant plus s'il s'agit de payer pour toute une famille.

En 1990, avec l'instauration des premières cartes de séjour et suite aux rafles, rackets et humiliations qui avaient suivi leur mise en œuvre, bien de familles modestes s'étaient disloquées. Les pères de familles étaient confrontés, soit à faire vivre leurs enfants comme des clandestins dans un pays où ils sont souvent nés et où ils ont grandi, soit à les renvoyer dans un pays que les parents avaient fui pour un mieux-être.

Cette situation qui avait prévalu après 1990 risque de revenir. Et les politiciens démagogues seront tentés de s'en prendre à nouveau aux étrangers en les désignant comme des boucs émissaires.

UNE PETITE VICTOIRE POUR LES TRAVAILLEURS D'UNE ENTREPRISE

Yu Yuan est une petite scierie située dans la zone industrielle de Yopougon. Comme la plupart des entreprises de cette zone, elle ne respecte pas les normes minimum des conditions de travail. Pour se faire entendre et se faire respecter, les travailleurs ont depuis près d'un an commencé à s'organiser et mener des luttes. C'est ainsi qu'ils viennent d'obtenir une petite victoire. Déjà, au mois de mars, les travailleurs ont fait un débrayage pour soutenir leurs revendications. Suite à cette grève d'une journée, la direction a reculé mais elle a en même temps cherché à diviser les travailleurs en accordant le Smig à une vingtaine

de travailleurs qui ont vu leur salaire journalier passer de 2800F à 4200F avec la signature d'un contrat à durée déterminée. Pour le reste des travailleurs, elle ajouta une petite augmentation de 750F. Ils passaient ainsi de 2500 à 3250 Fr par jour.

Quelques mois plus tard, en juillet, les travailleurs reviennent à la charge avec les mêmes réclamations. Mais comme c'était une simple doléance, la direction n'a pas trouvé nécessaire de répondre. Les travailleurs ont alors déposé un préavis de grève.

Avant même que l'Inspection n'invite les deux parties à la négociation, la direction avait déjà engagé les discussions. Elle savait que les travailleurs étaient mécontents et déterminés à faire grève. D'ailleurs, ces derniers avaient commencé à ralentir la production.

Les deux parties se sont rencontrées à l'Inspection du travail. La direction de l'entreprise a été contrainte d'appliquer immédiatement la loi sur 9 points (sur les 10 points de leur réclamation). Donc, tous les travailleurs y compris les journaliers payés au jour le jour, seront au Smig à partir du mois d'octobre. Ils passeront ainsi de 3000 à 4170 Fr. Un rappel de salaire sera fait à tout le monde pour la période où ils étaient moins payés.

Pour les autres questions comme l'élection des délégués du personnel, les heures supplémentaires et le matériel de sécurité, la direction a promis les régler d'ici fin novembre. Mais les travailleurs sont maintenant bien placés pour savoir ce que vaut une promesse d'un patron. Ils restent donc mobilisés.

Côte d'Ivoire

CACAO : LES PAYSANS SE FONT VOLER PAR LES TRUSTS ET PAR LE GOUVERNEMENT

Au début du mois d'octobre, le gouvernement a fixé le prix d'achat du cacao aux paysans à 700 F le kg pour la petite traite qui vient de commencer. Cela n'enchante point les paysans qui voient ainsi leur source de revenu encore fondre.

Dans les pays voisins tel que le Ghana, le cacao bord-champ est payé aux paysans autour de 1000 F le kg. La seule baisse du prix de ce produit sur le marché international ne saurait donc justifier le bas prix payé aux paysans de Côte d'Ivoire. La réalité c'est que le gouvernement fait la part belle aux grands groupes exportateurs de cacao tel que Cargill. L'État y fait aussi des prélèvements pour alimenter sa caisse dite de stabilisation. Pourtant pendant la traite précédente, cette caisse n'a pas été en mesure de garantir le prix aux paysans. L'argent a été détourné à d'autres fins.

Quand les gens au gouvernement prétendent se préoccuper du bien-être des paysans et des populations, ce ne sont que des mots.

Tchad

IDRISS DEBY N'EST PAS EN ODEUR DE SAINTETÉ AVEC DONALD TRUMP

Le Tchad vient de rejoindre la liste noire des "Etats voyous" visés par le décret anti-immigration du président Donald Trump. Ce décret a été dévoilé le 24 septembre dernier. Huit pays au total : l'Iran, la Libye, la Syrie, la Somalie, le Yémen, le Venezuela, la Corée du Nord et le Tchad sont accusés par Trump de "*manquements à la sécurité sur leurs voyageurs et un manque de coopération avec Washington*". Le président américain a affirmé devant la presse : « *Rendre l'Amérique sûre est ma priorité numéro un. Nous n'accepterons pas dans notre pays ceux que nous ne pouvons pas bien contrôler* ».

Ainsi, depuis le 18 octobre les Tchadiens seront interdits d'entrer aux Etats-Unis. Le choc est d'autant plus grand que ce pays, allié de la France -qui lui fournit armes, munitions et argent- est considéré dans le monde, surtout en Afrique, comme le bastion de la lutte antidjihadiste, comme un important rempart contre les mouvements armés locaux et régionaux. Selon une idée généralement répandue, le fort déploiement des forces tchadiennes le long de ses frontières aurait permis de contenir l'avancée du groupe islamiste Boko Haram qui sévit au Nigeria et au Cameroun. À l'initiative du gouvernement français, le Tchad est également engagé dans la Force multinationale mixte qui regroupe cinq pays du Sahel (Tchad, Mali, Niger, Mauritanie et Burkina Faso) pour lutter contre l'extrémisme radical qui menace la région.

Dans un communiqué du gouvernement tchadien, un porte parole a exprimé le 25 septembre son *"étonnement*" et son "*incompréhension*" après la décision de Trump. Le Tchad appelle les États-Unis à "*une meilleure appréciation de la situation*" et le président Donald Trump à *"reconsidérer cette décision qui porte gravement atteinte à l'image du Tchad* (...)."

Les dirigeants de l'Union africaine (UA) ont exprimé leur "*perplexité"* face à cette mesure *"injuste*" qui frappe N'Djamena. Quant au gouvernement français qui soutient le régime dictatorial de Deby, il a fait part de sa "*surprise"* et a espéré qu'une solution soit rapidement trouvée entre les deux pays pour "*lever cette interdiction*".

Si les relations sont plutôt bonnes entre la France et son homme de paille Deby, ce n'est pas le cas avec l'impérialisme américain qui reproche à ce dernier ses relations avec des terroristes et son implication dans divers trafics internationaux.

La décision de Trump à propos du Tchad n'est pas due à un hasard, ni une action irréfléchie comme pensent la plupart des gens ou de médias hostiles au président américain qualifié généralement de "mégalomane", de "peu instruit" voire d' "illettré".

Rappelons que les USA n'ont jamais accepté la prise de pouvoir le 2 décembre 1990 par Idriss Deby arrivé du maquis à Ndjamena à bord d'un avion militaire français. Les dirigeants américains avaient plutôt misé sur leur cheval Hissen Habré. La chute de ce dernier a été pour eux une pilule amère à avaler.

De plus, selon les renseignements généraux américains, Déby avec l'aide de son clan, est considéré comme un fabriquant de faux billets de dollars et de fausses livres sterling, et mêlé aux trafics de drogue, d'armes en faveur des groupuscules djihadistes maghrébins, etc. Selon des informations transmises aux services de renseignements américains par le Nigéria et le Came-

roun, des membres djihadistes de tout bord sont présents à Ndjaména ou y séjournent de temps en temps comme Sheiku Aboubacar, le Chef de Boko Haram. Ils s'approvisionnent en vivres, en munitions, et en d'autres produits, en toute impunité. Au marché noir, une carte d'identité coûte entre 100 et 200.000 francs CFA, un passeport diplomatique vaut environ un million. La situation est telle qu'un organisme international a récemment épinglé le régime de Deby comme étant un régime dont les dirigeants sont les plus corrompus de la planète.

D'un côté, le pouvoir se montre comme va-t-en en guerre contre les terroristes, de l'autre il leur offre l'hospitalité.

Les populations tchadiennes sont en effet gouvernées par des dirigeants voyous, voleurs et trafiquants en tous genres. Deby ne tient jamais sa parole, à moins qu'il soit obligé de le faire. Plusieurs fois il a signé des accords avec les dirigeants syndicaux à propos des revendications salariales, plusieurs fois il ne les a pas respectés. Et s'il y a des réclamations, il utilise la violence pour interdire les manifestations, interdire les grèves, pour arrêter des responsables syndicaux ou politiques de l'opposition.

Mais cette répression ne suffit pas pour empêcher les travailleurs de revendiquer leurs droits, les étudiants de descendre dans la rue pour le versement de leurs bourses.

Madagascar

LA PESTE PULMONAIRE CONTINUE DE FAIRE DES RAVAGES

En l'espace de quelques mois, près d'une centaine de personnes ont été foudroyées par cette maladie qui à cette date en a contaminé un millier selon les chiffres officiels. Il ne se passe pas de semaine sans que des cadavres soient trouvés par les brigades sanitaires consacrées à cette tâche, dans les habitations précaires qui ceinturent la capitale. L'Onu ainsi que plusieurs organismes, ont fourni du matériel et des médicaments. Certains pays, dont la France, y ont acheminé du personnel soignant.

Actuellement le président n'est pas avare de déclarations de bonnes intentions et a effectué quelques visites très médiatisées dans les centres de santé. Il n'ignore pas que cette maladie est véhiculée par les puces des rats. Ces animaux prolifèrent parce que les ordures ne sont pas ramassées et que les conditions d'hygiène de la population se détériorent toujours davantage chaque année. Les gens sont obligés de survivre au milieu des tonnes d'ordures et d'immondices infestées par des microbes, des insectes et des animaux de toutes sortes. Souvent ils n'ont même pas d'eau propre pour boire ou se laver et l'accès aux médicaments et aux soins est théorique.

Au lieu de chercher à combattre ces causes qui sont connues, les autorités ont tendance à s'en prendre aux victimes de cette situation. C'est ainsi que toute personne qui ne nettoierait pas les alentours de son habitation serait passible de prison. Pour le moment, l'État n'a pas mis à exécution ses menaces car il craint qu'elles ne suscitent des réactions de colère dans les quartiers pauvres. Pendant ce temps, l'épidémie continue de faire des ravages.

Immigration

UN NOUVEAU CENTRE D'ACCUEIL QUI NE RÉSOUD RIEN

L'État a ouvert le 12 octobre dernier à Cergy-Pontoise (Val d'Oise) un nouveau centre d'accueil de migrants soi-disant pour désengorger le centre Paris qui est saturé. C'est une ancienne patinoire de Cergy-Pontoise qui a été transformée pour l'occasion. Ce nouveau centre va héberger des migrants mais aussi les orienter en fonction du droit au séjour, c'est-à-dire procéder au tri des candidats. Tant pis pour ceux qui ne seront pas retenus, ils n'ont qu'à retourner à Paris et continuer à dormir dans la rue.

Même ceux qui ont eu la chance d'être sélectionnés ne sont pas pour autant sortis de l'auberge. La durée de séjour dans ce centre n'est que de 10 jours. Et après, quel sort leur réservera-t-on ? Les responsables de l'accueil même ne savent que répondre.

La capacité d'accueil de ce nouveau centre prête à sourire : 200 places. C'est vraiment ridicule lorsqu'on sait que des milliers de migrants qui élisent domicile sous les ponts ou autour de la Chapelle attendent d'être logés. Est-ce avec cela que l'État compte « désengorger » le centre saturé de Paris ?

Avec l'ouverture de ce centre, le gouvernement veut montrer qu'il fait quelque chose pour les migrants. En réalité il se moque de leur sort.

30 ANS APRÈS L'ASSASSINAT DE THOMAS SANKARA

Le 15 octobre 1987, Thomas Sankara a été assassiné par des soldats de sa propre troupe. Sa disparition fut considérée comme une grande perte par nombre de gens dans le pays et même au-delà car c'était un homme qui avait la réputation d'être intègre et de vouloir effectuer un certain nombre de changements en faveur de son peuple en s'appuyant sur l'armée.

Il est arrivé au pouvoir par un coup d'État, le 4 août 1983 en compagnie de Blaise Compaoré mais auparavant il a déjà participé au pouvoir en tant que Secrétaire d'Etat à l'Information en 1981 dans le gouvernement Saye Zerbo puis en tant que Premier ministre de Jean-Baptiste Ouedraogo avant de renverser ce dernier. Il avait déjà une certaine popularité.

Une fois au sommet du pouvoir, il commença par changer le nom du pays, la Haute Volta deviendra Burkina Faso. Il obligea par exemple ses ministres à se débarrasser de leurs Mercedes et à circuler en Renault 5, véhicule modeste qui n'était pas habituellement du goût des hommes de pouvoir et des riches en général. Il imposa aussi par décret le port du Faso Dani (une étoffe en cotonnade fabriquée par des tisserands burkinabé et avec du coton cultivé localement) aux fonctionnaires.

Sankara se disait révolutionnaire, et partisan de l'égalité entre tous les hommes. Il promulgua l'abolition des chefs traditionnels, interdit la polygamie et encouragea les femmes à dénoncer les maris qui les battaient. Il voulait que le Burkina devienne un pays auto-suffisant et s'oriente vers une agriculture liée au besoin de la population et non aux désirs des impérialistes.

Pour appliquer les directives venant du sommet du pouvoir, il créa le CDR (le Comité de Défense de la Révolution). Celui-

ci agissait comme une milice et n'hésitait pas à utiliser l'intimidation et la violence pour imposer la volonté du nouveau pouvoir à la population. Les syndicats qui ne se soumettaient pas à l'État étaient réprimés. Ce fut le cas des enseignants et des étudiants qui furent arrêtés pour avoir fait des grèves revendiquant de meilleurs salaires ou de meilleures conditions de travail et d'étude. 2 000 enseignants furent licenciés pour fait de grève en mars 1984. L'opposition fut bâillonnée au nom de la lutte contre l'impérialisme.

Sankara dénonçait les dirigeants du monde capitaliste et leurs valets africains. Il s'est illustré par son langage et par son comportement atypique lors de ses rencontres avec Mitterrand ou lors des sommets de l'ONU ou de L'OUA. Ses discours anti colonialistes et anti impérialistes lui valurent une certaine popularité auprès d'une frange de la jeunesse, y compris dans les autres pays africains.

Il est évident que l'impérialisme français ne pouvait tolérer longtemps qu'un dirigeant d'un pays de son pré carré africain échappe à son contrôle et capte une certaine sympathie auprès des populations africaines. Sankara devint l'homme gênant et fut assassiné quatre années après sa prise de pouvoir. Il fut remplacé par son compagnon de route Blaise Compaoré.

Officiellement on ne connait pas les véritables commanditaires de l'assassinat de Sankara mais tout porte à croire que Jacques Foccart, l'homme de la Françafrique, habitué à fomenter des coups d'États dans les anciennes colonies françaises d'Afrique n'est pas étranger à cet assassinat, avec la complicité du président ivoirien Houphouët Boigny et de Blaise Compaoré.

Après la chute de Compaoré, en octobre 2014, le nouveau gouvernement a ouvert une enquête sur la mort de Sankara, mais tant que l'enquête mettra en cause l'impérialisme français et ses sales méthodes dans les anciennes colonies d'Afrique il faut s'attendre à ce que le silence dure longtemps.

La popularité du régime de Sankara ne fut cependant pas aussi importante que le prétendent ses partisans qui l'ont érigé en « héros de l'Afrique ». Et le fait que son assassinat ne provoqua pas un soulèvement de protestation et d'indignation à la hauteur de sa popularité présumé auprès de la population burkinabé en dit long et ne s'explique pas seulement par la dictature de Blaise Compaoré. C'est aussi une illustration par la négative du type de pouvoir instauré par Sankara : tout vient du sommet de l'Etat et doit être imposé sans discussion à l'ensemble de la population. Il se voulait progressiste mais son régime ne fut pas moins dictatorial.

IL Y A 100 ANS, LES TRAVAILLEURS PRENAIENT LE POUVOIR EN RUSSIE

Le 25 octobre 1917 (7 novembre selon le calendrier actuel), les travailleurs russes jetaient les bases d'un pouvoir dirigé par leur classe. Ce pouvoir des travailleurs était géré par des « soviets », c'est-à-dire des assemblées de délégués démocratiquement élus et révocables à tout moment. Ces soviets apparus pour la première fois lors de la révolution de 1905 avaient réussi à cette époque à ébranler le pouvoir du Tsar, le dictateur féodal. Ce despote fut contraint d'engager des réformes sociales et démocratiques en faveur des classes pauvres et à accepter l'existence d'un parlement (la Douma) à l'exemple des autres grandes puissances européennes. Le Tsar avait réussi à sauver son trône mais lorsque la tempête sociale fut retombée, il continua de régner sans partage et au service des mêmes

classes sociales opulentes et parasitaires qu'auparavant.

Ces soviets ont à nouveau fait leur apparition en 1917. À ce moment-là, les grandes puissances étaient en guerre les unes contre les autres et avaient jeté les populations d'Europe ainsi que celles des pays qu'ils colonisaient, dans le grand carnage de la 1ère guerre mondiale. Leur objectif était de se partager le monde. La famine, l'exploitation et les privations de toutes sortes consécutives aux exigences des bourgeoisies respectives en conflit armé, faisaient des ravages terribles dans les classes pauvres des villes et des campagnes, toutes soumises à l'effort de guerre.

Eh bien c'est dans ces circonstances matérielles difficiles que les ouvriers de Russie se sont lancés à l'assaut du pouvoir en octobre 1917. Ils ont très rapidement lancé un appel aux travailleurs du monde entier pour qu'ils suivent leur exemple afin de mettre fin au capitalisme.

En réalité cette révolution prolétarienne avait commencé dès le mois de février 1917. C'est en effet à la suite des grandes grèves générales et du refus des forces armées de mater la fureur révolutionnaire, que le Tsar est tombé. L'ordre établi s'effondrait comme un château de cartes. Un « gouvernement provisoire » lié aux anciennes classes privilégiées et aux capitalistes, a pris le relais à partir de ce moment. Ce gouvernement était incapable de mettre un terme à la flambée des prix et de faire que le pain ne manque. Il continuait à envoyer les soldats se faire tuer dans les tranchées aux fronts, tentait par tous les moyens de restaurer l'autorité ébranlée des officiers tsaristes, depuis quelque temps. Ce gouvernement dirigé par Kerensky, qui se disait socialiste, faisait tout pour repousser la réforme agraire alors que les paysans pauvres attendaient avec impatience sa mise en œuvre. Les paysans qui tentaient de s'emparer de la terre étaient sévèrement réprimés.

Pendant ce temps les travailleurs et les soldats en insurrection s'étaient rendus maîtres de la capitale Petrograd et la révolution gagnait rapidement les autres grandes villes. Ils s'étaient organisés en soviets au travers desquels la population pauvre pouvait imposer sa volonté. Ces soviets étaient infiniment plus démocratiques que le parlement bourgeois : toutes les tendances du mouvement ouvrier avaient le droit de s'y exprimer et d'avoir des élus. Les socialistes, c'est-à-dire mencheviks et socialistes-révolutionnaires, étaient dans un premier temps majoritaires dans les soviets. Par la suite, au fur et à mesure que les illusions envers le gouvernement provisoire tombaient, ce fut le Parti Bolchevique dirigé par Lénine, qui devenait majoritaire. Ce dirigeant était rentré d'exil et défendait la nécessité absolue pour le prolétariat de prendre le pouvoir. Pour lui et aussi pour Trotsky (qui était déjà un dirigeant connu depuis 1905), seule la classe ouvrière, bien qu'elle soit minoritaire à l'échelle du pays, était capable d'assurer les tâches mises à l'ordre du jour par la révolution : la paix, le pain, la terre.

Au mois de juillet 1917, les dirigeants de l'État essayèrent de mettre le Parti Bolchevique hors la loi. Ses imprimeries furent saccagées, Lénine dut se réfugier en Finlande et Trotsky fut jeté en prison. En fin août les régiments contre-révolutionnaires ont commencé leur marche sur la capitale et dans la foulée, le général tsariste Kornilov fit une tentative de coup d'État contre-révolutionnaire. Les cheminots ont dérouté les trains qui acheminaient ses troupes ainsi que leur matériel militaire. L'assaut de Kornilov échoua lamentablement.

À partir de ce moment, dans la composition des soviets, le nombre de délégués pro-bolchéviks augmenta au détriment des éléments conciliateurs, traduisant une rupture avec le gouvernement provisoire. L'insurrection eut lieu les 24 et 25 octobre 1917. Elle déposa le gouvernement provisoire et établit le pouvoir des soviets. Cette prise du pouvoir fut presque sans effusion de sang.

Kerensky quitta Petrograd dans une voiture mise à sa disposition par l'Ambassade américaine.

Le lendemain, le Congrès des soviets publia une déclaration dans laquelle il affirmait qu' « il proposera une paix immédiate et démocratique à tous les peuples...Il assurera la remise sans indemnité des terres des propriétaires fonciers...à la disposition des comités paysans... Il défendra les droits des soldats en procédant à la démocratisation totale de l'armée. Il assurera à toutes les nations qui peuplent la Russie le droit véritable à disposer d'elles-mêmes ».

Le 25 octobre 1917, la Russie soviétique était devenue le premier bastion d'une révolution qui allait ébranler le monde. Cela n'était pas un vœu pieu : dans les mois qui suivirent, une partie de l'Europe s'embrasait. La Finlande d'abord, puis l'Allemagne, se couvraient de conseils ouvriers en 1919, de même qu'en Hongrie dans la même année. De grandes grèves en Italie en 1920 et des vagues de grèves en France et en Grande-Bretagne allaient montrer que tout le prolétariat européen se mobilisait. La bourgeoisie impérialiste a tremblé et les grandes puissances capitalistes qui s'entre-déchiraient pendant la 1ère guerre mondiale, se sont toutes coalisées contre le jeune État ouvrier pour empêcher la révolution de s'étendre.

Malgré tous les sacrifices des travailleurs de ce grand pays économiquement arriéré et leurs efforts pour s'étendre en direction des autres pays, la révolution russe restée isolée était condamnée. Cette révolution a été vaincue d'en dedans par le développement d'une bureaucratie à partir de l'appareil d'État. Cette nouvelle couche privilégiée qui a plébiscité Staline comme chef, a fini par bâillonner la classe ouvrière, puis arrêter le processus révolutionnaire.

Malgré la dégénérescence stalinienne, la Révolution Russe a réussi, grâce à l'expropriation de la bourgeoisie et la planification de l'économie, à hisser ce pays économiquement arriéré, au rang de grande puissance industrielle. Dans cet immense pays où l'écrasante majorité de la population ne savait ni lire ni écrire, le pouvoir soviétique a liquidé en quelques années l'analphabétisme en consacrant un effort fantastique à créer des alphabets dans les langues de plusieurs dizaines de peuples qui ne connaissaient pas l'écriture. Le nombre de diplômés universitaires, y compris parmi les femmes, est supérieur en Russie que dans les pays capitalistes même développés.

Il est important aujourd'hui que les travailleurs conscients qui veulent changer le monde, soient regroupés et éduqués dans la tradition héritée des révolutionnaires russes de 1917.

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour

conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.